Entre défense des droits de l’homme et défense des droits politiques, un nocif amalgame est entretenu par les ONG qui se détournent de leur vocation, pour s’ingérer dans la gouvernance du Cameroun. Jusqu’où cette forfaiture peut-elle conduire le pays ?

Le Cameroun qui a été agressé par la secte Boko Haram, qui se bat courageusement pour la sauvegarde de son unité et qui même dans ses pires difficultés, continu d’accueillir des milliers de réfugiés politiques et de déplacés de guerre de plusieurs pays africains, est inexplicablement victime d’un acharnement de la part des ONG prétendument de défense des droits de l’homme, qui tentent à travers d’ignobles accusations et l’interprétation calomnieuse des faits et des évènements, le paralyser pour le rendre vulnérable aux attaques de ses ennemis.

Dans un environnement de totale confusion, on ne sait plus ce que ces ONG reprochent exactement au gouvernement camerounais qui tantôt, est accusé de faire efficacement face à la secte Boko Haram à travers ses vaillantes forces armées, tantôt de ne prendre que des mesures que prévoient sa constitution pour sauvegarder son unité acquise de haute lutte et la stabilité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui sont infiltrées depuis bientôt un par des mouvements terroristes.

Comme si cela ne suffisait pas, les mêmes ONG commencent maintenant à vouloir dicter non

seulement des leçons de gouvernance au régime Biya, mais aussi de l'aménagement du territoire. Un inacceptable activisme qui amène des millions de camerounais à se poser la question de savoir, si ces organisations qui flirtent avec la maffia internationale ne vont pas finalement exiger que, le pays de Paul Biya soit à nouveau mis sous tutelle des nations unies, en attendant l'intronisation d'un potentiel successeur à l'actuel chef de l'Etat camerounais qui semble être le principal problème de ces ONG.

Une meute enragée.

Dans une Afrique qui profuse de foyers de conflits armées ponctués de massacres et de disparitions des populations qui sont généralement prises entre des feux croisés de différents antagonistes, Amnesty international, Human Right Watch, Crisis Group et d'autres bras séculiers de la maffia internationale qui écument le monde et le continent africain, focalisent essentiellement leur attention sur le Cameroun. Alors que les nations unies s'efforcent parfois à reconnaitre le rôle salvateur que joue le gouvernement camerounais dans l'accueil et l'encadrement à tous les niveaux des réfugiés qui affluent sur son sol. Ces ONG qui se sont spécialisées dans la critique systématique quand elles abordent un sujet concernant le Cameroun, ont de plus en plus du mal à masquer leur volonté de plonger le Cameroun dans le chao à partir des allégations mensongères et des informations grossières qui portent les germes de déstabilisation du pays.

Que faire dans ces conditions, quand ceux qui sont supposés incarner la transparence, l'objectivité et l'impartialité deviennent, les avocats des terroristes, les idéologues des groupuscules sécessionnistes et les receleurs des bandits qui sèment la terreur dans les deux régions anglophones ?

Droits de l'homme et Droits Politiques.

Le respect des droits de l'homme n'est pas compatible avec le respect des droits politiques, puisque les premiers sont universels, et les seconds circonstanciels. Combattre l'anarchie, l'extrémisme sous toutes ses formes et le gangstérisme politique n'est pas synonyme de violation des droits de l'homme, puisque les droits de l'homme ne peuvent être mieux garantis que dans un pays stable et en paix. C'est cette obstination des ONG à vouloir entretenir l'amalgame entre les droits politiques qui ne s'accordent qu'avec le respect des lois et de la constitution, et les droits de l'homme qui sont les droits primaires de la vie, que certains pays à l'instar de la Turquie, de la Tunisie, de l'Egypte et beaucoup d'autres, sont parfois obligés de faire arrêter leurs agents ou de leur interdire l'accès sur leur sol. Le Cameroun qui est injustement et permanemment harcelé, calomnié et dénigré par ces ONG, devrait avoir le courage de les chasser du pays, s'il veut avoir une emprise sur le temps et des évènements qui sont exploités aux fins de déstabilisation par ces ONG

© Source : L'Epervier